

Maurice VINCENT
Maire de Saint-Etienne
Président de Saint-Etienne Métropole

Monsieur François FILLON
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS

Nos réf : MVT/SDE/520 1100232
Cabinet du Maire

Saint-Etienne, le 26 juillet 2011

Monsieur le Premier Ministre,

Voici maintenant trois ans que l'autoroute A 45 a été officiellement déclarée d'utilité publique.

Au regard de l'enjeu maintes fois souligné de cette infrastructure pour le développement économique de la Loire, les forces vives de notre ville et de notre agglomération attendaient un lancement rapide de l'appel à concession.

Trois ans après, la déception est d'autant plus grande que la relance de l'économie ligérienne comme l'intensification des échanges entre Saint-Etienne et Lyon appellent encore plus fortement la réalisation de cette autoroute.

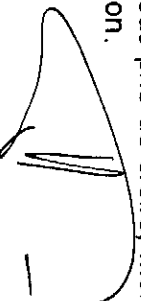
Sollicitées sur le principe d'une participation d'équilibre, toutes les collectivités concernées ont donné leur accord pour que l'appel à concession soit enfin lancé.

Après l'expression publique de votre soutien à ce projet (en 2007, 2008 et 2009) de nombreuses rencontres et relances des ministres concernés, je vous avais personnellement saisi de cette situation l'an dernier. Vous m'aviez alors annoncé une mission « sous deux mois » en septembre 2010. J'ai reçu en avril 2011 les responsables de cette mission, Messieurs Jean LALOT et Jean PANHALEUX, mais leur rapport n'a toujours pas été communiqué.

Pendant tout ce temps, les problèmes de sécurité majeurs et les atteintes environnementales insupportables pour les populations très nombreuses de la vallée du Gier et des boulevards périphériques stéphanois ne cessent de s'aggraver, la relance économique de notre territoire pour laquelle je m'implique sans réserve est entravée. Il en va désormais, sur ce dossier, de la crédibilité de la parole de l'Etat.

Je vous demande donc, une nouvelle fois, de relancer ce dossier majeur pour notre agglomération et de procéder dès que possible au lancement de l'appel à concession.

Restant naturellement à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma haute considération.



Maurice VINCENT

